Délit de blasphème : depuis 2018, la Cour européenne des droits de l’homme estime que l’on peut limiter la liberté d’expression au nom de la « paix religieuse »

21/10/2020 à 18h02



Peut-on dire du prophète Mahomet qu’il est pédophile ? La question, volontairement provocante, a été tranchée en octobre 2018 par la Cour européenne des droits de l’homme (CEDH), dans ce que l’avocat Thibault de Montbrial décrit, dans son dernier ouvrage (Osons l’autorité, Éditions de l’Observatoire) comme « la reconnaissance à l’échelle européenne d’un délit de blasphème ». En cause, donc, un arrêt très polémique des juges européens, lesquels ont reconnu aux États la possibilité de limiter la liberté d’expression au nom… de la « paix religieuse ».« Une pelletée de terre sur la tombe » des journalistes de Charlie Hebdo, avait réagi, à l’époque, la professeure de droit public Roseline Letteron, comme de nombreux juristes.

À l’origine de l’affaire, un cycle de conférences sur l’islam donné en 2009 par Elisabeth S., invitée du Parti libéral

autrichien, un mouvement politique nationaliste anti-immigration. […] Elisabeth S. palabre sur le prophète Mahomet, un homme qui, en tant que *« seigneur de guerre […] consommait pas mal de femmes, si l'on peut s'exprimer ainsi, et qui prenait aussi volontiers son plaisir avec des enfants »* […] Elisabeth S. est aussitôt poursuivie pour *« dénigrement de doctrine religieuse »*, une infraction du droit autrichien, accusée d'avoir voulu rabaisser l'islam. La CEDH va alors considérer que ses propos étaient gratuitement offensants pour les musulmans et qu'au nom de la *« paix religieuse »* un État pouvait les condamner. Une décision *« qui ouvre la porte à toutes les lâchetés »*, s'emporte la professeure Roseline Letteron […]

lepoint.fr

[…] La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), créée par la ConvEDH, a été mise en place en 1959. Elle siège à Strasbourg et se compose de 47 juges (un par État membre) (les 47 pays du Conseil de l'Europe, ndlr) élus pour un mandat de 9 ans non renouvelable par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. […] vie-publique.fr